



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

**Interview d'Emmanuel MACRON,
Ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique,
Conclusion de la conférence franco-allemande sur le numérique**

– 27 octobre 2015 –

Monsieur le Président,

Madame la Chancelière,

Monsieur le Président de la Commission,

Monsieur le vice-président,

Monsieur le vice-chancelier,

Madame, Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs,

Nous avons normalement prévu de faire deux longs discours avec Sigmar GABRIEL. Mais à la fois parce que votre temps est précieux et parce que nos amis ont passé l'après-midi à entendre déjà beaucoup de discours intéressants, nous avons décidé avec Sigmar de prendre une première mesure forte qui est d'avoir une seule personne qui parle et de manière la plus rapide possible.

Donc je vais, en notre nom à tous deux, essayer de faire la synthèse des leçons que nous avons tirées de cette journée de travail et de cette conférence numérique franco-allemande que vous aviez décidée l'un et l'autre lors du dernier Conseil des ministres franco-allemand que nous avons tenu à Berlin. Et lors de la prochaine conférence, Sigmar sera notre ambassadeur à tous deux.

Au fond, le défi qui est le nôtre aujourd'hui, c'est de réussir à accompagner cette grande transformation qui bouleverse nos économies : premièrement, en permettant à nos start-ups nombreuses de grandir plus vite et de devenir des championnes ; deuxièmement, en permettant à notre industrie de se transformer pour accéder à ces nouvelles opportunités ; et troisièmement pour donner à l'ensemble des femmes et des hommes qui travaillent dans nos économies leur place. Et donc, pour cela, il faut réussir à innover, accélérer et mener cette transition.

Seul le prononcé fait foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

Moi, j'ai retenu au fond, pour aller vite, trois grands axes de réflexion et huit mesures qui seront notre plan d'action pour les prochains mois. Le premier axe, c'est de créer le bon écosystème d'innovation. Qu'est-ce que ça veut dire ?

La première mesure, c'est de réussir à faire converger l'écosystème franco-allemand pour que nos entrepreneurs, pour que nos entreprises travaillent mieux, plus vite ensemble. Ça veut dire réfléchir à un statut franco-allemand pour les jeunes entreprises innovantes, pour permettre là aussi de faciliter les premières années de vie des entreprises grâce à un écosystème commun. Ça veut dire réussir à développer ensemble des systèmes de levées de fonds tel que le *crowdfunding*, parce que c'est une vraie révolution du financement pour cette économie. Réussir à harmoniser nos droits des faillites, nos droits commerciaux et la prise de responsabilités commune. Réussir également à créer une politique plus intégrée en matière d'infrastructures. C'est aussi ça, créer un bon écosystème d'innovation. Nous déployons le très haut débit, la fibre en France. L'Allemagne a aujourd'hui un réseau de câbles beaucoup plus complet que le nôtre mais elle doit aussi réussir cette montée en gamme vers la fibre, qui est critique pour les objets connectés. C'est donc une bonne mesure, nous semble-t-il, que d'avoir aussi sur ce terrain-là une politique conjointe.

Ensuite, il faut réussir à attirer les talents – c'est la deuxième mesure. Nous avons de part et d'autre mis en place des mesures importantes : le French Tech Ticket en France, les réformes des bons de souscription pour créateurs d'entreprise ou des actions de performance – et en Allemagne aussi il y a des dispositifs qui existent. Attirer les talents et les conserver entre nos deux économies, c'est essentiel. Pour ce faire, il est apparu important à nombre de participants de tenir de manière régulière une conférence technologique franco-allemande, parce que ça permet aux acteurs privés de se réunir, de montrer leurs innovations, de structurer un écosystème attractif. Aujourd'hui, il n'en existe pas et donc nous allons travailler à ce qu'il y ait chaque année un événement privé franco-allemand qui soit aussi une vitrine de l'innovation, que ce soit celle de l'industrie du futur ou celle de nos start-ups.

La troisième mesure de ce premier axe, c'est de pérenniser ces conférences numériques franco-allemandes qui permettent, au-delà de l'écosystème privé, de prendre des décisions importantes, en lien également avec la Commission européenne – j'y reviendrai –, qui est un acteur essentiel en la matière.

Ensuite, après ces trois mesures sur l'écosystème d'innovation, il faut avoir une politique d'investissement et de formation pour accompagner cette transformation – et c'est le deuxième axe. Parce qu'au fond, c'est l'investissement dans le capital



productif et dans le capital humain qui est absolument fondamental et qui est au cœur de nos deux projets.

Alors, d'abord – et c'est la quatrième mesure –, il faut développer le capital-risque en Europe et en particulier dans l'écosystème franco-allemand. Nous avons, dans nos deux économies, ce manque, cette faille de marché : pour que nos start-ups grandissent plus vite et soient plus fortes, on a besoin des fonds de capital-risque et il en manque. Alors nous avons aujourd'hui signé deux initiatives importantes qui, en impliquant la Banque européenne d'investissement, la KfW et la Banque publique d'investissement, permettent à des acteurs privés de bénéficier de ces financements et de faire partie de cet écosystème. Mais au-delà de cela, l'initiative franco-allemande portée avec nos amis italiens pour créer un vrai fonds de capital-risque européen en bénéficiant des fonds du Plan JUNCKER est une initiative importante. Parce qu'elle renforce le financement de nos start-ups, elle permet leur montée à l'échelle, elle donne accès à de gros tickets, pour ces entreprises qui réussissent et qui s'engagent dans la bataille internationale.

La cinquième mesure, c'est d'avoir une politique coordonnée en termes d'investissement et de déploiement de nos deux stratégies industrielles que sont l'Industrie 4.0 d'une part et l'Industrie du Futur d'autre part. Il y a eu beaucoup d'échanges ce matin entre les deux équipes qui sont constituées de part et d'autres d'industriels. Et je dois dire très humblement que nous nous sommes beaucoup inspirés de l'initiative allemande Industrie 4.0 pour construire notre propre projet, notre alliance pour l'Industrie du Futur en France, qui est menée par des industriels français que je veux encore remercier. Notre objectif, c'est de signer d'ici la fin de l'année un accord-cadre entre ces deux plateformes pour avoir des initiatives d'investissement conjoint. On a su le faire avec GLOBALFOUNDRIES et STMicroelectronics.

Il faut aller plus loin et continuer à avoir une stratégie conjointe, qui est une stratégie d'investissement commune, mais aussi une stratégie de formation commune. Et je pense que c'est un élément important parce qu'il est ressorti de toutes les discussions que pour que cette stratégie réussisse, il faut réussir à développer l'investissement productif dans les PME et les TPE industrielles de part et d'autre – celles qui sont parfois le plus loin de cet investissement de rupture – ainsi qu'à former de part et d'autres celles et ceux qui auront à vivre ces transformations industrielles. Parce que l'industrie de demain, elle se construit avec de nouvelles tâches, de nouvelles missions. Et donc nous devons accompagner celles et ceux qui sont appelés, dans l'entreprise, à exercer ces nouvelles missions.

Seul le prononcé fait foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

C'est pourquoi la sixième action au cœur de cette politique d'investissement et de formation est la création d'une académie franco-allemande pour l'industrie du futur, qui a été décidée par nos acteurs et qui sera une plateforme de recherche, d'innovation et de formation pour accompagner cette transformation. Elle sera dédiée à trois thématiques clés de l'industrie de demain : les technologies numériques ; l'organisation de la production et sa logistique ; et la place de l'homme dans l'industrie du futur. Et elle commencera par un partenariat entre l'Institut Mines-Télécom et la Technische Universität München. Donc, là-dessus, dès maintenant, nous avons entamé le travail de rapprochement de la formation.

Enfin, le troisième axe, c'est d'avoir une politique de normalisation, de standardisation et un agenda commun en matière de numérique. Et ça passe par deux actions clés. D'abord, et c'est la septième action, il faut avoir une politique franco-allemande de standardisation – et là, nous avons demandé à nos industriels de pouvoir travailler en ce sens et il faut que nos équipes se regroupent. Nous développons de nouvelles solutions avec l'industrie du futur, les start-ups sont en train d'inventer de nouvelles solutions chaque jour. Nous devons avoir une politique de standardisation et de normalisation commune sinon nous aurons, par définition, et comme c'est parfois arrivé par le passé, des comportements non-coopératifs. Et nous perdrons du temps dans une compétition qui n'est pas franco-allemande, qui n'est pas européenne, mais qui est mondiale. Nous avons donc besoin d'avoir des standards communs au niveau européen et au premier chef, au niveau franco-allemand pour pousser ces nouvelles solutions. Et ça, ça doit être le travail de ces deux plateformes – Industrie 4.0 et Industrie du Futur – et des services de l'ensemble de nos organisations.

Enfin – c'est la huitième action –, il nous faut un agenda commun en matière de marché unique européen. Tout le monde y est revenu : le seul marché pertinent, c'est le marché européen – de même que le marché domestique d'une start-up américaine, c'est le marché américain, ça n'est pas le marché du Connecticut ou du Massachusetts. Ça veut dire réussir à faire tomber les barrières – c'est ce que nous avons poussé depuis le début et qui doit aider à faciliter l'intégration du marché unique. Ça veut dire construire une régulation commune en termes de protection des données individuelles, de respect des droits individuels et de régulation des plateformes au niveau européen de façon à avoir une vraie politique vis-à-vis des acteurs américains. En termes de protection et de régulation des données sur le plan économique, il faut que l'on réussisse à avoir une politique à 28 et je sais que c'est au

Seul le prononcé fait foi



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

cœur de l'agenda européen. C'est en ce sens que nous avons, avec Sigmar il y a quelques mois, déjà pris une initiative commune à laquelle nous tenons beaucoup.

Voilà, Monsieur le Président, Madame la Chancelière, Monsieur le Président de la Commission, les huit actions que j'ai retenues – en tout cas à court terme – à partir des discussions du jour. J'ai sans doute beaucoup oublié et je prie de m'en excuser toutes celles et ceux qui ont porté d'autres idées. Mais je crois que si déjà, sur ces huit actions, nous avançons collectivement dans les prochains mois, d'ici une prochaine conférence numérique qui se tiendra, je l'espère, à Berlin, nous aurons fait œuvre utile parce qu'au fond, cette grande transformation nous laisse collectivement face à un choix simple. Le vent s'est levé – et ça n'est pas une décision gouvernementale. Nous pouvons collectivement décider de bâtir des murs, mais il y a fort à parier qu'ils tomberont face au vent. Ce que nous vous proposons plutôt, c'est de construire des moulins. Et de le faire ensemble. Merci beaucoup.